

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge**

Band (Jahr): - **(1898)**

Heft 6

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Schweizerische

Kirchen-Zeitung.

Abonnementspreis:

für die Stadt Solothurn

Jährlich Fr. 6. —

Halbjährlich Fr. 3. —

Franko durch die ganze Schweiz:

Jährlich Fr. 6. —

Halbjährlich Fr. 3. —

Für das Ausland:

Jährlich Fr. 9. —

Einrückungsgebühr:

10 Cts. die Petitzeile ober

deren Raum,

(8 Pf. für Deutschland).

Erscheint jeden Samstag

1 Bogen stark.

Briefe und Gelder franko.

Rapport sur l'instruction religieuse dans les écoles du diocèse de Bâle, pour l'année 1896/97.

(Fin.)

II. Classement des enfants du catéchisme d'après les différents degrés de l'école primaire.

Comme nous l'avons dit, l'instruction religieuse commence pour les enfants en même temps que l'enseignement primaire.

Les enfants du catéchisme sont divisés en deux catégories. La première, la classe inférieure, comprend les enfants qui n'ont pas encore fait leur première communion. Ces élèves suivent trois cours d'un an chacun, et ces cours se terminent toujours par la confession pascalle. Il y a un petit catéchisme pour les enfants de cette classe. La seconde catégorie, la classe supérieure, comprend également trois cours d'un an. Au premier appartiennent les enfants qui se préparent à la première communion. Les deux derniers cours ont pour objet la répétition des matières apprises pendant les années précédentes, et une étude plus approfondie du grand catéchisme. Chaque cours finit aussi par l'accomplissement du devoir pascal. Après la troisième communion *pascalle*, les enfants sont dispensés de l'assistance au catéchisme *pendant la semaine*; mais ils sont obligés d'assister le dimanche à l'instruction religieuse à l'église, jusqu'à l'âge de 18 ans (catéchisme de persévérance). Ces six classes sont précédées d'un cours préparatoire, dont la durée dépend des règlements scolaires de chaque paroisse.

Si l'entrée des écoles était permise aux prêtres, si les lois fixaient des heures consacrées à l'enseignement religieux, et si l'Etat nommait des maîtres pour cette branche de l'éducation, comme il en nomme pour le chant, pour la gymnastique, pour les ouvrages manuels etc., l'œuvre des catéchismes serait bien simplifiée et la fréquentation en deviendrait plus régulière. Malheureusement ce n'est guère le cas, excepté dans les cantons de Lucerne et de Zoug. Dans les paroisses qui comprennent un ou plusieurs hameaux, il est souvent impossible aux enfants de ces communes, d'assister au catéchisme pendant la mauvaise saison, vu la distance quelquefois très grande, qui les sépare de l'église. Et quand le mauvais vouloir des parents ou des insti-

tuteurs vient s'ajouter à ces difficultés, les enfants passent des mois entiers sans fréquenter les catéchismes. En outre, beaucoup d'entre eux sont mis en apprentissage presque aussitôt après leur première communion, c'est-à-dire à l'âge de 13 ou 14 ans. Dès lors, on ne les voit plus guère au catéchisme, parceque ni les maîtres, auxquels ils sont confiés, ni les parents eux-mêmes n'ont à cœur de les y envoyer. On ne sait s'il faut gémir ou s'indigner, en lisant les rapports de Messieurs les curés sur ce sujet. — Les difficultés, les obstacles créés par les diverses législations cantonales, ne doivent cependant pas nous faire perdre de vue les préceptes divins, car c'est à nous tous prêtres, que Jésus-Christ a dit: «Laissez venir à moi les petits enfants, car le royaume des Cieux leur appartient.

Nonobstant la diversité des règlements scolaires, nous trouvons partout, comme première classe, un cours préparatoire, auquel succèdent pour le moins six années d'école. Ces sept classes existent aussi bien dans les villages et les hameaux que dans les villes. En ce qui concerne l'enseignement religieux, les ordonnances épiscopales veulent que les enfants apprennent les prières ordinaires et soient initiés à l'étude du petit catéchisme et de l'histoire sainte, pendant la première année scolaire. Les trois cours de la classe inférieure, cités plus haut, sont donnés aux élèves de seconde, de troisième et de quatrième année; les trois cours de la classe supérieure à ceux de cinquième, sixième et septième année. De cette manière les enfants font, pour l'ordinaire, leur première confession *pascalle* à l'âge de 9 ans, la seconde à 10 et la troisième à 11 ans. La première communion a lieu vers l'âge de 12 ans. Quand les enfants ont achevé les deux cours qui suivent la première communion, ils peuvent être dispensés d'assister au catéchisme *pendant la semaine*.

Cette méthode d'enseignement répond sans contredit à la pédagogie chrétienne et de plus, elle s'accorde parfaitement avec les ordonnances épiscopales et les décrets des derniers conciles. — Dans les cantons où les lois scolaires exigent huit années d'école, les deux premières peuvent servir de cours préparatoire, afin d'éviter l'inconvénient de voir les enfants s'émanciper trop tôt du catéchisme.

III. Formulaires et rapports officiels.

D'après l'ordonnance de Mgr. Charles Arnold, sous la date du 20 septembre 1855, chaque curé devait envoyer un rapport paroissial. Il ne s'agissait alors que de l'instruction religieuse du dimanche (catéchisme de persévérance). — Le 20 Novembre 1876, Mgr. Lachat étendit cette ordonnance à tout l'enseignement religieux, et chargea les Commissaires épiscopaux et les Doyens des Chapitres de rédiger des formulaires que les curés auraient à remplir. Ces rapports officiels devaient être envoyés à Messieurs les Doyens des Chapitres, qui étaient chargés d'en prendre connaissance et d'y mettre leur *visa*, avant de les faire parvenir à l'Evêque. Cette ordonnance a été en vigueur jusqu'à nos jours. Les nouveaux statuts diocésains établissent que ces rapports seront envoyés avant le 1 juin. — Les formulaires actuels sont aussi différents; ils ont en vue principalement les lois cantonales et passent trop légèrement sur certains devoirs essentiels des catéchistes. Si l'on veut obtenir l'uniformité dans les manuels, tels que le catéchisme et l'histoire sainte; si l'on veut arriver à l'unité de méthode dans l'enseignement religieux, il est nécessaire aussi d'avoir des formulaires uniformes.

C'est pour arriver à ce résultat, Monseigneur que Vous avez bien voulu charger le soussigné d'aviser aux moyens d'opérer cette réforme. Vous trouverez ci-joint le projet que j'ai eu l'honneur de Vous présenter dans ce but, et que vous avez daigné approuver. Plus tard, je me permettrai, selon le désir exprimé par Votre Grandeur, de soumettre un plan d'études à Votre approbation.

Quant à l'expédition des rapports officiels, Messieurs les curés voudront bien s'en charger eux-mêmes, à la fin de l'année scolaire, c'est-à-dire à Pâques. Pour cela ils se feront donner un compte rendu par écrit des matières qui auront été enseignées en classe, soit par les catéchistes, soit par les maîtres d'école. Ces envois devront être faits sans retard, afin que Messieurs les Doyens aient le temps d'examiner les rapports, et d'y ajouter les observations qu'ils jugeront nécessaires.

Vu le nombre des formulaires et la grande difficulté, où l'éloignement nous met, d'apprécier convenablement les remarques et les nombreuses demandes qu'ils renferment, nous faisons observer que, d'après l'ordonnance épiscopale du 20 novembre 1876, qui est encore en vigueur, Messieurs les Doyens des Chapitres doivent en faire un sommaire et le joindre au rapport, comme cela se pratique déjà à Willisau et à Sursée.

J'ai l'honneur de soumettre cet exposé à Votre appréciation, Monseigneur, en Vous priant de bien vouloir l'examiner.

D'après Vos indications, nous avons déjà répondu à quinze rapports. Quatre Chapitres n'ont pas encore

expédié les leurs, et un Doyen ayant envoyé le sien trop tard, il n'a pas été possible d'en tenir compte.

Veillez agréer Monseigneur, l'assurance de la profonde vénération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être
Votre très dévoué serviteur

J. Meyer, Chanoine.

Soleure, le 6 Décembre 1897.

Schreiben des bischöflichen Ordinariates von Chur an den schwyzerischen Clerus.

Unter dem Titel: «Ad rei Memoriam. Litteræ encyclicæ ad Clerum Suitensem in causa Constitutionis reformandæ pagi Suitensis», erläßt das Hochwürdigste bischöfliche Ordinariat von Chur in den «Folia Officiosa» dieser Diözese ein Schreiben an den Clerus des Kantons Schwyz über die vorwüßige Verfassungsrevision, insofern sie die Rechte der Kirche berührt. Wir bringen es als wichtiges Aktenstück in der „Kirchenzeitung“ seinem Wortlaut nach zum Abdruck.

«P. P. Ohne Zweifel sind Ihnen die Resultate der erregten Debatten des Tit. Verfassungsrates über die Rechte der Kirche und der Klöster in Bezug auf das Kirchenvermögen bekannt. Aus der zweiten Lesung des Verfassungsentwurfes gingen folgende zwei Artikel hervor:

Art. 28. „Jedem Bezirk, jeder Gemeinde, sowie jeder geistlichen und weltlichen Korporation bleibt die Verwaltung und die Befugnis, die Art und Weise der Verwaltung ihrer Güter selbst zu bestimmen, gesichert.“

„Vorbehalten bleiben diesbezügliche Bestimmungen des Bundesrechtes.“

Art. 29. „Die bestehenden Klöster genießen den Schutz des Staates. Die Selbstverwaltung ihres Vermögens ist ihnen gewährleistet; doch muß dasselbe seinem Stiftungszwecke ungeschmälert im Lande erhalten bleiben.“

„Ausländer bedürfen zur Aufnahme in die Klöster der Bewilligung des Kantonsrates, welcher den hierfür zu leistenden Staatsbeitrag bestimmt.“

Die obige Fassung dieser Artikel wurde liberalerseits als „weitgehendstes Entgegenkommen gegenüber den Forderungen der Geistlichkeit und der Klöster dargestellt, „das aber bei denselben kein Entgegenkommen fand.“

Allein bei einer näheren Würdigung des gegenwärtigen Wortlautes und der Tragweite dieser Artikel fand die am 8. November a. c. vom Hochwürdigsten Bischofe einberufene Konferenz des Domkapitels, der drei geistlichen Würdenträger aus dem Kantone Schwyz und des Delegierten aus dem löbl. Stifte Einsiedeln nach reiflicher Ueberlegung einmütig, daß die obgenannten Artikel in ihrem gegenwärtigen Wortlaute infolge ihrer Dehnbarkeit und Unbestimmtheit unannehmbar seien, und daß die zweite Lesung des Verfassungsentwurfes keine Verbesserung, sondern mehrfache Verschlimmerungen bezüglich der Rechte der Kirche und Klöster auf ihre zeitlichen Güter und deren Verwaltung gebracht habe.

In Anbetracht dessen, daß jede Aufsicht und Mitwirkung des bischöflichen Ordinariates durch die Verwerfung der Zusatzanträge der H. H. Kommissar Dr. Schmid und Oberstlieutenant Rudolf von Reding ausgeschlossen und die Härten der frühern Klosterartikel in erhöhtem Maße aus den gegenwärtigen dehnbaren Bestimmungen gefolgert werden können, hat die Konferenz vom 8. November unter dem Voritze des Hochwürdigsten Bischofes einstimmig den Beschluß gefaßt, behufs pflichtmäßiger Wahrung der göttlichen Rechte der Kirche und Klöster gegen Art. 28 und 29 des Verfassungsentwurfes, wie dieselben aus der zweiten Lesung hervorgegangen sind, entschieden Stellung zu nehmen.

Diese Stellungnahme des Hochwürdigsten Bischofes und seiner geistlichen Räte dürfte kaum ohne Widerspruch und falsche Beurteilung bleiben. Man wird in kirchenfeindlichen Kreisen von Hochmut, Hartnäckigkeit, Unversöhnlichkeit oder wenigstens von Uebereifer und Mangel an richtigem Verständnisse der Zeit sprechen, und dies umsomehr, weil die Artikel 28 und 29 mit Geschick und feiner Berechnung ihren wahren Charakter vor dem katholischen Volke zu verbergen suchen. Infolge dessen tritt an die Hochwürdige Geistlichkeit des Kantons Schwyz die keineswegs leichte Aufgabe heran, ihre Pfarrkinder mit geeigneten Mitteln über die Tragweite der angeführten Artikel des Verfassungsrates aufzuklären und die letzten Ziele eines in der Form zahmen, aber zielbewußten religiösen Liberalismus aufzudecken.

Nach dem katholischen Kirchenrechte sind für jeden Katholiken in Bezug auf das Kirchengut folgende Grundsätze maßgebend:

1. **Der Kirche steht vom Standpunkte des Naturrechtes die Befugnis zu, Vermögen zu erwerben und zu besitzen.** Dieses Recht ist ein vollständiger Ausfluß des vom göttlichen Stifter der Kirche verliehenen Rechtes, selbständig und unabhängig vom Staate als Gemeinschaft zu existieren und die zur Erreichung ihres Zweckes notwendigen Mittel sich anzueignen. Der Besitz eines eigenen Vermögens ist, wenn auch ein untergeordnetes, so doch notwendiges Mittel zur Erfüllung ihrer göttlichen Sendung und Bestimmung. Ohne Besitz zeitlicher Güter könnte die Kirche ihren Zweck gar nicht oder nur unvollkommen verwirklichen. Daher hat Pius IX. den Satz: „Die Kirche hat kein angebornes und legitimes Recht auf Erwerb und Besitz“ als Irrtum gebrandmarkt und feierlich verurteilt. (Encycl. Incredibili vom 17. Sept. 1863.)

2. **Die Kirche hat das Recht, unabhängig vom Staate in Bezug auf das Kirchengut Gesetze zu geben.** Das Recht der Gesetzgebung der Kirche in Sachen ihres zeitlichen Besitzes gründet sich auf ihre selbständige und vom Staate unabhängige Existenz. Im Bewußtsein dieses Rechtes hat die Kirche im Laufe der Zeiten eine Anzahl diesbezüglicher Gesetze erlassen, welche von jedem treuen Katholiken mit gleicher Achtung wie die Staatsgesetze behandelt werden.

3. **Die Kirche hat das Recht, ihre Güter, unabhängig**

vom Staate, selbst zu verwalten. Der Staat als solcher hat über die Güter der Kirche kein Aufsichts- und Bestimmungsrecht. Nur aus historischen Titeln, aus rechtsgiltigem Vertrag oder rechtmäßiger Gewohnheit kann dem Staate ein Mitaufsichtsrecht zustehen. Aber auch das wohlerworbenste Mitaufsichtsrecht berechtigt den Staat keineswegs zur Mitverwaltung, auch dann nicht, wenn bei etwaigen Veräußerungen des Kirchengutes die zeitlichen Interessen der Staatsbürger berührt werden sollten; denn die Superiorität des Staates über die Kirche ist ein vom Lehramt der Kirche verworfener Satz.

Der oberste Verwalter aller Kirchengüter ist das Oberhaupt der Kirche der Papst; ihm steht die letzte Entscheidung in Sachen der Verwaltung des Kirchenvermögens für die ganze Kirche zu.

Die Oberaufsicht und Oberverwaltung aller Kirchengüter in den einzelnen Pfarreien und kirchlichen Anstalten steht für die Diözese dem Bischofe zu, selbstverständlich in gesetzmäßiger Unterordnung unter das Oberhaupt der Gesamtkirche. Jede andere Einmischung in die kirchlichen Vermögensverwaltungsrechte muß vom Standpunkte katholischer Grundsätze als ein Eingriff in die Rechte der Kirche bezeichnet werden. Der Grundsatz, daß den rechtmäßigen Kirchenobern (dem Papste und dem Bischofe) die Oberaufsicht und die Verwaltung der Kirchengüter zustehen, wird in einer ganzen Reihe von Konkordaten ausdrücklich anerkannt.

Württemberg, ein mehrheitlich akatholischer Staat, anerkennt ausdrücklich das Oberaufsichts- und Verwaltungsrecht der katholischen Kirche, während der Verfassungsrat des katholischen Kantons Schwyz in seiner Mehrheit diese Rechte anzuerkennen sich geweigert hat.

Artikel 10 des württembergischen Konkordates enthält folgende Grundsätze: „*Bona temporalia, quæ Ecclesia propria possidet, vel in posterum acquirit, semper et integre conservabuntur, nec sine potestatis ecclesiasticæ venia distrahi et alienari aut eorum fructus in alios usus converli poterunt. . . . Bona ecclesiastica nomine Ecclesiæ, sub Episcopi inspectione, ab iis administrabuntur, quibus hæc administratio aut canonum dispositione, aut ex consuetudine aut ex privilegio et constitutione aliqua loci legitima competit. Omnes vero administratores, etiamsi ob eosdem titulos aliis administrationis ratio reddenda sit, eam pariter Ordinario eiusque Deputatis reddere singulis annis teneantur.*“ (Cf. Archiv für Kirchenrecht Bd. 2, pag. 241.)

Das an Josephinismus fränkende Kaiserreich Oesterreich wird dem Vermögensverwaltungsrechte der Kirche in der kurzen und bündigen Bestimmung des Artikels 30 des Konkordates vom Jahre 1855 gerecht, in dem es heißt: „*Bonorum ecclesiasticorum administratio, apud eos erit, ad quos secundum canones spectat.*“

Selbst Preußen hat den Kirchenbehörden — nicht einmal zur Zeit des Kulturkampfes — das Oberaufsichtsrecht über das Kirchenvermögen grundsätzlich verweigert. Der

Paragraph 58 des Sperrgesetzes lautet: „Die den bischöflichen Behörden gesetzlich zustehenden Rechte in Bezug auf die Vermögensverwaltung ruhen, solange die bischöfliche Behörde diesem Gesetze Folge zu leisten sich weigert.“ (Cf. Archiv Bd. 84, pag. 180.)

Wäre es in der That nicht sonderbar, wenn der auf seine kirchliche Treue mit Recht stolze Kanton Schwyz mit seiner glorreichen Vergangenheit brechen und in das Lager eines kirchenfeindlichen Freisinnes übergehen wollte? Er würde mit sich selbst in Widerspruch geraten. Denn der Kanton Schwyz anerkannte das Verwaltungs- und Obergewaltrecht des Bischofes über das Kirchenvermögen durch die Annahme und Publizierung der Beschlüsse der allgemeinen Kirchenversammlung von **Trient**. Einschlägig sind folgende Verfügungen:

«Patroni visitationi ornamentorum Ecclesiae aut honorum stabulorum seu fabricarum proventibus non se immisceant, nisi quatenus id eis ex institutione ac fundatione competat; *sed episcopi ipsi hæc faciant et fabricarum redditus in usus Ecclesiae necessarios et utiles, prout sibi expedire magis visum fuerit, expendi curent.*» (Cf. cap. 3. Sess. 24 De Reformatione.)

«Administratores, tam ecclesiastici quam laici, fabricae cuiuscunque *ecclesiae*, etiam cathedralis, hospitalis, confraternitatis, elemosynae montis pietatis et quorumcunque piorum locorum singulis annis teneantur reddere rationem administrationis **Ordinario**; consuetudinibus et privilegiis quibuscunque in contrarium sublatis, nisi secus forte in institutione et ordinatione talis ecclesiae seu fabricae expresse cautum esset. Quodsi ex consuetudine aut privilegio aut ex constitutione aliqua loci aliis ad id deputatis reddenda esset, tunc cum iis adhibeatur etiam **Ordinarius** et aliter factae liberationes dictis administratoribus minime suffragentur.» (Sess. 22. cap. 9. De Reform.)

(Fortsetzung folgt.)

Die englische Hochkirche und die Heiligenbilder.

(Schluß.)

Sollen wir noch ein anderes Beispiel für Verwendung plastischer Heiligenbilder in anglikanischen Kirchen anführen, so mag etwa auf die Kathedrale von Lincoln hingewiesen werden, wo man wieder die seit der Reformation verödeten Nischen ihres unvergleichlich herrlichen Chorgestühls mit Statuetten englischer Heiligen gefüllt und zugleich vor dem neuen Thron des Bischofs und den Sitzen seiner Assistenten unter Baldachinen in Schnitzwerk die Bilder der vier großen lateinischen Kirchenlehrer bezw. des hl. Stephanus und des hl. Laurentius angebracht hat. Auch die Kathedrale Peterborough mag Erwähnung finden, wo man die Baldachine des neuen glänzenden Chorgestühls und des bischöflichen Thrones reich mit Heiligenstatuetten versehen hat.

Am bemerkenswertesten ist übrigens, daß Statuetten

der lieben Heiligen sogar wieder auf Altären anglikanischer Kirchen Zulassung erlangt haben. Beispiele dafür bieten etwa die Kathedrale zu Winchester, Gloucester, Manchester, die Londoner St. Paulskirche und die Kapellen von Magdalen College, New College und All Souls College zu Oxford.

In Winchester und den drei letztgenannten Kapellen hat man die noch vorhandenen Retabeln wieder mit Statuen ausgestattet; anderswo stellen die Altäre ganz neue Arbeiten dar. Der Hochaltar der Kathedrale von Worcester weist Christus und die vier mit dem Nimbus geschmückten Evangelisten auf. Den Aufsatz in der Kapelle von All Souls College zieren unter anderem eine Kreuzigung, Johannes der Täufer, die Apostel und die vier abendländischen Kirchenlehrer. Auf den Keredos des Hochaltars in der Kathedrale von Manchester erstrahlen in Gold und leuchtenden Farben der Evangelist Johannes und St. Georg. Das Bild der Mutter Gottes hat aber nicht nur auf der Retabel in All Souls Zulassung erhalten, sondern thront auch zugleich mit dem Auferstandenen und den Apostelfürsten fast lebensgroß in Marmor über einer Kreuzigungsdarstellung hoch oben auf dem Hochaltar in der St. Pauls-Kathedrale.

Es ist gewiß erfreulich, die Wahrnehmung zu machen, daß man innerhalb der anglikanischen Kirche in Bezug auf die Verwendung von Heiligenbildern im Innern und Außen der Gotteshäuser von der ehemaligen Engherzigkeit und den calvinistischen Vorurteilen mehr und mehr abzulassen beginnt und sich den alten katholischen Gewohnheiten nähert. Allzuviel darf man indessen hiervon wie von verschiedenem Aehnlichem nicht erhoffen. Die scheinbare Rückkehr zu katholischen Gebräuchen seitens der Hochkirche ist, abgesehen davon, daß sie sehr von den persönlichen Anschauungen und Stimmungen einzelner abhängt, nicht sowohl das, als was man sie gerne hinnehmen möchte, als vielmehr eine Wiederbelebung von mittelalterlichen englischen Gepflogenheiten. Der Nationalismus und der religiöse Chauvinismus der anglikanischen Kirche, welche das stärkste und schlimmste Hemmnis ihrer Wiedervereinigung mit der römischen Kirche bilden, sind auch der innere Grund mancher katholischer Bestrebungen nicht nach Rom, nein, zurück zur englischen Kirche des Mittelalters, die immer mehr den Stolz mancher Engländer ausmacht. Es gilt, sich ihr, wenngleich nicht im Dogma, so doch in manchen erhebenden und erbaulichen Neußerlichkeiten des Cultus anzubequemen. Aus welchem Geist insbesondere die Bewertung religiöser Bildwerke zur Ausstattung der Kirchen hervorgeht, dafür liefert — neben manchen andern — ein belehrendes Beispiel die Retabel des Altars in All Souls College. Man bemerkt darauf unter und neben den allda dargestellten Heiligen eine Katharina von Frankreich, Heinrich V., Margaretha von Anjou, den Erzbischof Chichele, Johann von Gaunt, Johann Talbot, Graf von Shrewsbury, Michael de la Pole, Graf von Suffolk, Jakob Montacute, Graf von Salisbury, Kardinal Beaufort u. s. w., selbst einen Bogenschützen aus der Zeit Heinrichs I. Immerhin

ist es aber selbst trotz der nicht allzeit klaren Quelle und trotz aller dabei sich kundgebenden Verschwommenheit religiöser Anschauungen bedeutungsvoll genug, daß man in der Hochkirche wieder den Heiligenbildern, zum Teil sogar mit anerkanntem Eifer, die Kirchen geöffnet hat. Die Wiedervereinigung Englands mit Rom setzt die Beseitigung mancher Vorurteile voraus. Nicht wenige sind schon gefallen, wie die geachtete Stellung der katholischen Kirche auf der britischen Insel beweist. Es muß aber noch viel mehr stürzen, bis alles so weit geschlichtet und gerichtet ist, daß die anglikanische Kirche dahin zurückkehrt, von wo sie, wie sie es selbst anerkennt, ausgegangen ist.

Aus dem Aargau.

(Eingefandt.)

Ohne Zweifel wird es im Frickthal zu ernstlichen kirchenpolitischen Kämpfen, wenigstens zu Kampf und Streit und langwierigen Prozessen kommen. Der aarg. Regierungsrat wird nämlich dem Großen Räte zwei Dekrete vorlegen, wonach aus den bisherigen altkatholischen Genossenschaften Wegestetten = Helliikon = Zuggen und denjenigen von Obermumpf = Mumpf = Wallbach, je zwei neue Kirchgemeinden gebildet werden sollen, welche aus dem Kirchen- und Pfrundvermögen der betreffenden römisch-katholischen Kirchgemeinden nach einem bestimmten Teilungsmodus auszustatten sind. Ist eine Partei nicht einverstanden, so ist ihr die Anrufung des Richters vorbehalten.

Man hat sich seit langer Zeit gescheut, diese Frage anzurühren aus Furcht vor der Tragweite, die sie für andere Konfessionen, speziell auch für die reformierte Landeskirche früher oder später haben dürfte. Von Seite der zahlreichen Sekten ist freilich weniger zu befürchten, aber innerhalb der Landeskirche macht sich eine andere Scheidung der Geister bemerkbar — es ist die Scheidung in Orthodoxe oder Positive und in Reformierte!! Gegenwärtig zeigt noch keine derselben Lust hiezu, aber mit der Zeit wird sich die protestantische Landeskirche notwendig in zwei einander entgegengesetzte Kirchen, eine orthodoxe, positive und eine reformerische trennen und diese Auscheidung wird später ganz gleich in den Kirchgemeinden zu Genossenschaftsbildungen und damit zur Teilung der Kirchen- und Pfrundgüter führen, wie es jetzt in katholischen Kirchgemeinden der Fall ist.

Die sonder Zweifel vom Großen Räte angenommenen Dekrete werden dann als Richtschnur und Begleitung dienen.

Es wäre sehr wünschenswert gewesen, wenn diese heikle Frage der Teilung des Kirchenvermögens noch nicht aufgeworfen worden wäre, hauptsächlich im Interesse der bestehenden Kirchgemeinden überhaupt. Diese Teilung wird große Schwierigkeiten bringen; sie wird die Gemüter auf ein Neues erhitzen und Frieden und Eintracht in den Gemeinden auf lange Zeit in Frage stellen.

Es muß bemerkt werden, daß diese Teilung des Kirchen-

vermögens von altkatholischer Seite auf das Eifrigste betrieben wurde; es ist auch nicht nötig, darauf hinzuweisen, daß unsere oberste Landesbehörde für die altkatholische Sache von jeher eine besondere Vorliebe zur Schau trug; das ist um so auffallender, als die Zahl der ausgesprochenen Alt-katholiken sehr gering ist im Verhältnis zu der Zahl der Katholiken.

Nach dem jüngst erschienenen Mitgliederverzeichnis sind die drei aargauischen Kirchen-Synoden folgendermaßen zusammengesetzt. Reformierte Synode: 142 Mitglieder (57 Geistliche, 85 Laien); römisch-katholische Synode: 146 Mitglieder (78 Geistliche, 68 Laien); altkatholische Synode: 15 Mitglieder (6 Geistliche, 9 Laien).

Gegenwärtig stehen im Aargau noch sehr viele Volksversammlungen bevor, anlässlich der Verstaatlichung der Eisenbahnen. Diese Versammlungen fanden durchweg in größeren Gasthäusern statt, zumal auf dem Lande; nur Frick machte hievon eine Ausnahme, wo Hr. Nationalrat Jäger am 30. Januar in der Kirche zu Gunsten der Eisenbahnverstaatlichung sprach; die unkirchliche Maßnahme, daß Versammlung und Rede in der Kirche gehalten werde, erfolgte auf Beschluß der Mehrheit der dortigen Kirchengemeinde in Abwesenheit des Pfarrers.

Kirchen-Chronik.

Luzern. (Eingef.) Der Protestantismus macht im Kanton Luzern entschiedene Fortschritte und zwar speziell auf dem Lande. Es gibt mehr als eine Gemeinde, die infolge Liegenschaftskäufen durch Protestanten bis gegen die Hälfte dem katholischen Glauben entrissen wird. Naturgemäß leidet dann hierunter das katholische Leben; die Marienverehrung nimmt ab. Was früher das Schwert nicht zustande brachte, bewirkt jetzt das Geld. Katholischerseits steht man oft zu wenig zusammen, um mit vereinten Finanzen die Bauernhöfe dem Katholizismus zu retten. — Stehen wir Priester doch treu zur lieben Mutter Gottes und wenden wir die geeigneten Mittel an, die verhindern können, daß das Ave Maria in den Häusern nicht verstumme, wo es seit hunderten von Jahren zur Freude der Engel gebetet wurde. Wenn uns die Himmelskönigin wahrhaft lieb ist, dann schützen wir mit unsern Waffen das Reich, das mit dem Herzblut ihres Sohnes bethaut ist!

Bern. (Eingef.) In Huttwil sind etliche Katholiken. Dieser Ort ist zudem ein von katholischen Bauern sehr besuchter Marktplatz. Wie wäre es, wenn dort wenigstens für jeden Sonntag eine hl. Messe gesichert würde? Ein Lokal wäre in Huttwil sicher zu bekommen. Wenn die Protestanten in Willisau eine Gemeinde mit Kirche haben und in Sursee ebenfalls protestantischer Gottesdienst organisiert wird, warum sollten die Katholiken zurückstehen und nicht auch einen Versuch machen, z. B. in Huttwil katholischen Gottesdienst zu halten. Geschieht dies nicht, so gehen

die Kinder der Guttwiler Katholiken dem hl. Glauben verloren. — Könnte nicht von Willisau aus ein Priester alle acht oder vierzehn Tage missionieren?

Italien. Rom. Nach dem Tode des P. Denza aus der Kongregation der Oratorianer übernahm dessen Ordensbruder P. Laïs die interimistische Direktion des vatikanischen Observatoriums. Gegenwärtig gilt nun die Ernennung des P. Searle von der Paulisten-Kongregation in New-York zum Direktor des vatikanischen Observatoriums als unmittelbar bevorstehend. P. Searle war früher Protestant und genoß schon damals einen hohen wissenschaftlichen Ruf; heute gilt er als einer der bedeutendsten Mathematiker der Jetztzeit. Er ist zwar des Italienischen nicht mächtig. Aber auf die von einem Zeitungsberichterstatter an P. Laïs gerichtete Frage, ob dieser Umstand für die Uebernahme eines so wichtigen Postens nicht hinderlich sein werde, erwiderte dieser: Wir brauchen den P. Searle, damit er unsere Arbeiten leite und unsere Berechnungen und Experimente kontrolliere, und das kann er thun, gleichviel, in welcher Sprache er sonst sich auszudrücken gewohnt ist.

— Dem „Vaterland“ schreibt sein Römer i-Korrespondent am 24 Januar: „Der Hochw. Herr Pfarrer Bianchini von Gandria (Tessin), der mit dem Hochw. Hrn. Kanonikus Kleiser von Freiburg den schweizerischen Canisius-Pilgerzug nach Rom organisiert, weilt seit einigen Tagen hier, um für denselben die nötigen Vorbereitungen zu treffen. Der junge Herr Pfarrer, welcher in einem hiesigen Kollegium seine höheren Studien gemacht hat und somit Rom kennt, ist eine sympathische Erscheinung und im Vatikan sehr gut aufgenommen worden. Der hl. Vater gewährte ihm eine Privataudienz, in welcher er sich mit herzlichster Freude an die zwei schweizerischen Pilgerzüge von 1888 und 1893 erinnerte und ihn versicherte, daß er mit großer Befriedigung (sono contentissimo) auch den dritten Pilgerzug der „braven, treuen Schweizer“ erwarte.“

Mit den Schweizern vereinigen sich die Pilger aus den Rheinlanden, dem Elsaß und Baiern. Wenn sie rechtzeitig in Rom eintreffen, können sie am 3. März dem 20. Gedächtnistage der Krönungsfeier Leo's XIII. beiwohnen, an welchem er von seinem ganzen Hofe umgeben, in die sixtinische Kapelle zieht. An einem der folgenden Tage empfängt er dann alle Pilger in feierlicher Audienz. Schweizergardisten werden ihrerseits dieselben in einer Abendunterhaltung begrüßen und den lieben Landsleuten mit Freuden Führerdienste leisten durch das alte und neue, das heidnische und christliche, das ewige, einzige Rom. Herzlichen Willkomm!“

— Berechtigtes Aufsehen erregt in archäologischen Kreisen eine wissenschaftliche Arbeit des in Rom sich aufhaltenden amerikanischen Priesters und Archäologen P. Bonaventura Brodrick, welcher auf Grund genauer Studien christlicher und vorchristlicher Inschriften

an den Säulen des Tempels des Antonius und der Faustina den unanfechtbaren Nachweis für die traditionelle Annahme lieferte, daß dieser Teil des Forums mit dem Blute der Martyrer getränkt ist, und daß schon in frühesten Zeiten ein christliches Heiligtum hier errichtet wurde. P. Brodrick ist auch der erste Gelehrte, dem es gelungen ist, Beschaffenheit und Lage des in den Martyrerakten so oftmals erwähnten Locus Telluris — des sogenannten Tempels der Erde — genau zu bestimmen. P. Brodrick ist noch ein junger Mann, von dessen Studien man sich noch manchen wichtigen Erfolg für die christliche Wissenschaft verspricht.

— Gegen das Halten und Lesen liberaler und farbloser Zeitungen hat die Diözesan-Konferenz von Parma eine ernste Warnung erlassen, welche in allen Diözesen Italiens den Katholiken bekannt gegeben und zur Beachtung empfohlen wird.

Deutschland. Freiburg. Hochw. Hr. Domkapitular Dr. Behrle hat eine Kandidatur auf den erzbischöflichen Stuhl entschieden abgelehnt. In Abgeordnetenkreisen in Karlsruhe wird nun die Möglichkeit einer Berufung von Weihbischof Dr. Schmitz in Köln besprochen.

Belgien. Die Katholiken dieses Landes haben sich schon seit Jahren in zwei Gruppen gespalten, die bei den Wahlen mehr und mehr ihre eigenen Wege gingen, zumal in Flandern, wo der Name Daens die Signatur der christlich-demokratischen Strömung bildet. Die Christlich-Demokratischen spalteten sich inzwischen aber auch ihrerseits wieder und zwar in eine kleine extreme Gruppe, welche unter keinen Umständen mit den etwas kapitalistisch angehauchten Alt-Konservativen etwas zu thun haben will und auch gegen diese Bischöfe sich auflehnt, wenn diese etwa genötigt sind, einen politisch gar zu stark kompromittierten Geistlichen zurechtzuweisen. Die gemäßigten Demokraten, welche durch die Ligue Démocratique vertreten sind, zeigten sich nach längeren Verhandlungen bereit zu Wahlbündnissen in Anerkennung der Thatsache, daß die Liberalen in Belgien seinerzeit darum die Herrschaft verloren haben, weil sie sich durch unversöhnliche Spaltung in Doktrinäre und Radikale schwächten. Immerhin werden die Demokraten von vielen Alt-Konservativen nur als ein Uebel geduldet, das man am allerbesten aus der Welt schafft. Da haben sie sich nun bei der jüngsten Ersatzwahl in Dendermonde als sehr lebensfähig gezeigt, so daß ihr Kandidat doppelt so viel Stimmen erhielt als die andern Kandidaten, der alt-konservative mit darunter, zusammen. Daß die Katholiken als solche durch diesen Sieg des Kandidaten der Liga geschwächt seien, ist eine Selbsttäuschung, in die sich die liberale Presse allzu rasch einwiegt. („Köln. Volksztg.“)


Afrika. Der Nachfolger des Kardinals Lavignerie auf den erzbischöflichen Stuhl von Algier, Msgr. Prosper August Dussere, ist im Alter von 65 Jahren gestorben. Der Verstorbene war früher Sergeant in einem französischen Zuavenregiment und hat als solcher mehrere afrikanische Kampagnen mitgemacht und wiederholte Verwundungen da-

Soeben im Verlage der **Buch- und Kunstdruckerei Union in Solothurn** erschienen und zu beziehen:

Der Gang in's Kloster,

Gedicht von **Joseph Wipfli**, Professor.

—> **Zweite Auflage.** <—

 Die **Buch- und Kunstdruckerei Union** hält für alle römisch-katholischen Pfarrämter stets zu billigen Preisen vorrätig: weiße Couverts mit aufgedruckter Adresse der bischöflichen Kanzlei in Solothurn.

HARMONIUMS

à Fr. 110, 160, 200, 250, 300, 400, 575 bis 3000.

Aeltere

Harmoniums à Fr. 50, 70, 100, 125 etc.

Wir geben neue und ältere Harmoniums auch in Amortisation und Miete per Monat à Fr. 4, 5, 6, 8, 10 ab. (142^u)

Pianos

à Fr. 550 bis 2200.

Wir geben solche zu denselben Bedingungen ab, wie die Harmoniums.

Den Herren Geistlichen, kathol. Klöstern und Instituten gewähren wir besondere Vorteile.

Cataloge stehen gratis zur Verfügung.

Gebrüder Hug & Cie., St. Gallen.

In den Ehestand

tretenden Pfarrkindern bitten wir die hochw. Herren Seelsorger zu empfehlen, das bei **Räber & Cie.** in Luzern in 5. und 6. Auflage erschienene Schriftchen: **Sechs Krüge Wasser oder Wein**, ein ernstfreundlicher Wegweiser zum glücklichen Ehestande, von Pfarrer Fischer. Eleg. kart. 60 Cts., franko 65 Cts., in sehr schönem Geschenkband Fr. 1. 50. Bei gleichzeitigem Bezug eines Duzend br. 50 Cts., geb. Fr. 1 35. (S 4 L3) 8^o

Gottesbeweis

oder

Gottesbeweise?

Würdigung neuer und neuester apologetischer Richtungen

von (9^o)

Dr. Carl Braig,
Stadtpfarrer in Wildbad.

235 Seiten 8^o. — Preis M. 3. 40.

J. B. Meßler'scher Verlag, Stuttgart.

Kritische Entwicklung des Gottesbeweises, welche an packenden Beispielen nachweist, daß die Naturwissenschaften zur Lösung der Frage unfähig sind.

N. Bättig, Blumenfabrik, Sempach.

Obige Firma, eine der ältesten in dieser Branche, empfiehlt sich der hochw. Geistlichkeit, sowie den Wohlthätern und Freunden des Kirchenschmuckes zur Anfertigung von **Bouquets, Kränzen, Guirlanden** etc. zu kirchlichen Zwecken. — Bestandteile werden ebenfalls geliefert. Geschmackvolle und solide Ausführung wird zugesichert. 5²⁰

Soeben erschienen:

Via sanctæ crucis

Kreuzweg - Andacht,

herausgegeben von **Prior Schuler** in Freiburg, deutsch und lateinisch, mit Noten.

Preis 40 Cts., bei Partienbezug (wenigstens 10 Stück) 30 Cts.

Verlag der Buch- und Kunstdruckerei Union, Solothurn.

F. C. Ggolzwehl, II. 8. 10

Die Cantorstelle

an der Stiftskirche in **Beromünster**, Kanton Luzern, wird hiemit zur freien Bewerbung ausgeschrieben. Reines Einkommen 2010 Fr., nebst Haus, Garten und genügend Holz. Von den Herren Bewerbern wird Kenntnis und Uebung im Choralgesang verlangt; erwünscht wäre auch etwelche Fertigkeit im Orgelspiel.

Anmeldungen sind bis zum 19. Februar einzuwenden an den

11'

Stiftssekretär.

Altar-Bouquets Tabernakel-Kränze etc.

in gewöhnlicher bis feinsten Ausführung liefert solid und billigst 2^o

Fr. Amrein-Kunz, Blumengeschäft,
Granatengasse Nr. 15 (Binnmatrasse-Industrie-Quartier), **Zürich**, Preis III.

Im Verlag der **Buch- & Kunstdruckerei Union in Solothurn** ist erschienen und zu beziehen:

Parvum Manuale Precum

Preis: broschiert 50 Cts.,

hübsch gebunden 80 Cts.

Gegen Einsendung von 55, resp 85 Cts., portofrei.

Niemand versäume gegen [130¹]

Gliedsucht

und äußere Verkältung das unübertreffliche Heilmittel von **Balth. Amstalden** in Sarnen zu verwenden. Seit 30 Jahren im Gebrauche, erfreut sich dasselbe einer stets wachsenden Beliebtheit. Tausende echter Zeugnisse von Geheilten des In- und Auslandes können beim Verfertiger auf Wunsch eingesehen werden.

Preis einer Dosis Fr. 1. 50. Für ein verbreitetes, lange angestandenes Leiden ist eine Doppeldosis zu Fr. 3 erforderlich.

Depots:

Suidter'sche Apotheke, Luzern.
J. Stuber, Apotheker, Schwyz.
Schickel & Forster, Apotheker, Solothurn.
Kennel, Apotheker, Stans. (S3210L3)

In der **Buch- und Kunstdruckerei Union** in Solothurn ist zu beziehen:

Gedächtnisse aus meinem Leben

mit einem Anhang von Predigten von

Melchior Schlumpf,

ehemaliger Domherr und bischöfl. Kommissar, Dekan und Pfarrer in Steinhausen; herausgegeben von **Karl Josef Schlumpf**, Pfarr-Resignat, in Wellingen.

Preis Fr. 1.—